

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION. RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

VIVE L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Pour les 8 pages du « libertaire »

Avec la création du journal de la S. I. A., dont les deux pages encartées dans le « libertaire » étaient devenues insuffisantes, le « lib » se trouve ramené à six pages. On ne peut pas dire que ce fait va changer quelque chose dans la présentation du journal, nos amis de la S. I. A. se cantonnant sur le terrains exclusif de la solidarité qui est celui de la S. I. A. A part que nos lecteurs liront désormais un hebdomadaire en plus où trouveront, amélioré et développé, ce qu'ils trouvaient auparavant dans les deux pages S. I. A. du « lib », rien ne sera modifié à notre journal. Cependant nous voudrions profiter de cette occasion pour faire sentir à nos lecteurs une fois de plus, à quel point nous sommes à l'étroit dans nos six pages. Un hebdomadaire moderne, s'il a l'ambition de se développer sans cesse, et surtout quand il est le support essentiel d'une propagande, comme c'est le cas pour le « lib », doit s'efforcer d'accroître son influence hors des milieux qui lui sont acquis. Il est des quantités de thèmes attrayants que faute de place nous devons négliger. Nous avions tenté, il y a dix-huit mois, de créer une fois par mois, deux pages supplémentaires consacrées à la documentation économique, à la littérature prolétarienne, à l'histoire sociale et politique. Un succès plus qu'encourageant avait justifié nos prévisions, mais devant la montée vertigineuse des tarifs d'imprimerie et à la suite de plusieurs saisies tort onéreuses pour nos pauvres finances, nous dûmes interrompre une si prometteuse tentative.

Nous croyons ne pas trop nous avancer en disant que le moment est venu de revoir le problème et de lui donner une solution. En attendant de consacrer chaque semaine huit pleines pages à notre propagande, nous devons, au moins une fois par mois, assurer à notre vieux « lib » deux pages supplémentaires. C'est une nécessité minima. La semaine prochaine nous espérons pouvoir, camarades, vous fixer une date de départ; mais pour cela nous comptons sur vous.

Chers camarades qui nous lisez, vous savez que seul vous pouvez nous aider à réaliser ce projet. Les moyens, vous les connaissez: l'abonnement et la souscription.

POUR LES HUIT PAGES, ABONNEZ-VOUS. FAITES DES ABONNEMENTS, SOUSCRIVEZ, FAITES SOUSCRIPTEURS.

LE LIBERTAIRE.

DIMANCHE 13
à la Salle Lancry
10, Rue de Lancry
Novembre
Métro : Lancry et Porte Saint-Martin

Une Rétrospective
DES CHANSONS
RÉvolutionnaires
DE

Charles d'AVRAY
de 1898 à nos jours
avec l'Auteur
ET SES ÉLÈVES :

Lucienne Deschamps | Roger Coignet
Léa — Léonne | Jean Godin
Marthe Joanne | Ségurd

Les journaux font grand cas, de l'attentat dont vient d'être victime le secrétaire de l'ambassade d'Allemagne. Les faits sont pourtant en soi assez simples.

Un jeune juif polonais, âgé de 17 ans, Herschel Grunzpan, chassé d'Allemagne, est venu se réfugier dans notre pays. Il appartenait à la fourrière des vingt mille juifs qui viennent par ordre d'Hitler d'être expulsés sans pouvoir rien emporter. Il avait adressé deux suppliques au président Roosevelt, espérant l'intéresser à son sort.

En France sa carte d'étranger lui avait été refusée, pour quelle raison? Aucune. Simplement la stupidité de nos gouvernements. Impossible pour lui de trouver du travail. Dans l'extrême misère, il avait pensé se jeter dans la Seine. Mourir à 17 ans, et tout cela pour avoir commis le crime d'être né de parents juifs. Il eut un moment de révolte, se rendit à l'ambassade d'Allemagne et là, il vida le chargeur de son revolver sur le secrétaire. Ce dernier fut blessé très grièvement.

(Voir la suite en 2^e page).

venez-y tous

Allocution de

Sébastien Faure

Entrée 6 fr. Chômeurs et Enfants 3 fr.

AU PROFIT DE LA PROPAGANDE PAR LA PAROLE

Le propriétaire de la salle l'interdisant, la vente des journaux ne pourra se faire ni dans la salle, ni à ses abords immédiats.

Un acte qui devrait être décidé à l'unanimité à Nantes

Obliger le gouvernement à fournir du blé à l'Espagne

Les partis politiques ne peuvent conduire le mouvement ouvrier qu'à des défaites

clairoyants du capitalisme noyant le concept de classe dans la notion d'Etat ou de nation. Il ne nous paraît pas, en tout cas, qu'il puisse y avoir de solutions moyennes.

On le syndicalisme, expression vivante de la classe ouvrière qui a conscience de son destin, se séparera de l'Etat et répondra à sa mission originelle, ou il deviendra un rouage de cet Etat et trahira sa raison d'être.

Sous des formes plus ou moins atténues, c'est le dilemme qui se pose devant le prolétariat.

Le Congrès de Nantes, sous la multitude et la complexité apparente des problèmes qui y seront débattus, aura au fond à dire qu'une seule chose: à savoir si, oui ou non, le prolétariat est majeur et doit en conséquence revendiquer la substitution de son régime à celui de la bourgeoisie.

Ne nous leurrions pas. Il est à craindre que cette façon de poser le problème ne fasse souffrir bon nombre de hauts militants de la C. G. T. qui ont pris facilement l'habitude depuis longtemps déjà de considérer les ouvriers comme inaptes à prendre la succession du patronat. Ils ont été en contact avec les complexes du mécanisme capitaliste et bien souvent leur tête s'est effarée devant une si lourde tâche. Ils ont fréquenté les ministères, les ambassades, toutes les cavernes de l'Etat capitaliste, et beaucoup ont perdu cette belle simplicité qui fait la force du prolétariat.

La politique et la corruption ont fait le reste. Car c'est la politique et la corruption qui, en juin 1936, empêchènt les ouvriers qui occupaient les usines de pousser ce mouvement jusqu'à ses extrêmes conséquences. Le patronat était désespéré, la bourgeoisie en proie à l'affolement total. Il fallait à ce moment exiger le maximum et prendre, en attendant mieux, des hypothèses sur la propriété des capitalistes par le contrôle ouvrier. Evidemment, c'était un moyen révolutionnaire. On préféra conclure l'amnistie avant d'avoir combattu; on préféra « terminer les grèves ».

Devant le formidable « boom » du syndicalisme, nombre de dirigeants étaient affolés et ne comprenaient nullement que ce retour des masses au syndicalisme était dans son essence une révolution. On voyait des socialistes se lamenter comiquement sur le « cynisme » des ouvriers qui, en prenant au sérieux les promesses électorales et en voulant les traduire eux-mêmes dans les faits, créaient ainsi méthodiquement des difficultés inouïes à ce pauvre Blum, qui venait à peine d'arriver au pouvoir.

Les communistes eux commençaient à trembler pour la France. Qu'allait devenir la meilleure alliée de Staline si celle-ci se laissait aller à l'anarchie? Les uns et les autres, grâce aux formidables moyens de presse et d'argent

dont ils disposent réussirent à rétablir « l'ordre ». On mesure maintenant les résultats.

La classe ouvrière n'a pas, mal guidée par ses dirigeants, joué son rôle. Elle a permis que les bateleurs blumistes et kremliniques décident pour elle. Elle a laissé le syndicalisme s'embourber dans la politique.

La Chambre et la rue de Grenelle ont eu raison des usines.

Ce n'est pas sans raison que les fondateurs du syndicalisme avaient repoussé la politique hors des organisations ouvrières. Ce n'est pas une « vue de l'esprit » qu'ils avaient voulu que le mouvement spécifiquement ouvrier démarrait farouchement indépendant des partis.

Les luttes sociales du XIX^e siècle leur avaient appris que le parlementarisme est le système politique d'une classe, et que le prolétariat en était toujours la victime.

Le Front populaire, après deux années d'une existence pleine de déboires pour les travailleurs, s'effondre dans la réaction bourgeoisie. C'est une expérience de plus qui s'ajoute à celles de 1926 et de 1934.

A Nantes, la C.G.T. doit dire que cette épreuve lui a suffi. Elle doit mettre un terme aux agissements dangereux des politiciens qui y sont infiltrés, de ces caméléons cyniques que sont les députés syndicalistes.

Il lui faut rompre avec ce cadavre putréfié qu'est le Rassemblement Populaire, et rejeter définitivement la tutelle des partis.

Il lui faut reconquérir son indépendance.

Hors de cela, il n'y aura que déboires nouveaux, défaites nouvelles.

Ni la City, ni le Kremlin

Chacun, pour peu qu'il réfléchisse, a l'impression que de puissantes secousses, sont à la veille d'ébranler l'édifice décrédit qui s'appelle l'Europe. La liquidation du traité de Versailles va s'opérer et des hommes politiques travaillent à lui substituer une nouvelle paix impérialiste, image du nouveau rapport de forces qui s'est opéré dans ces dernières années. Parmi ces hommes, Chamberlain semble vouloir tenir pour quelque temps la vedette. Or, il n'est pas impossible de savoir quelles sont ses secrètes pensées et quel grand projet il nourrit en compagnie des conservateurs anglais. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le gouvernement britannique s'apprête à prendre de redoutables initiatives diplomatiques.

Le voyage du premier ministre anglais et de Lord Halifax à Paris doit être considéré comme le premier temps de cette vaste manœuvre qui aurait pour effet d'enlever aux dictatures l'initiative des opérations, en tout cas de la partager avec elles. Il s'agit, on s'en doute, de faire accepter à la France un plan de réorganisation et de pacification de l'Europe, plan dont les principaux chapitres seraient: le règlement, par voie de compromis, de la question espagnole, la liquidation du pacte franco-soviétique et la reconnaissance de l'expansionnisme allemand en Europe orientale.

Ce programme mirifique ne manque évidemment pas de hardiesse, surtout si on considère qu'il ne doit servir que de préface à une vaste action commune de l'Europe en Extrême-Orient afin de rétablir une situation compromise par les conquêtes de l'impérialisme japonais. Chamberlain soutiendrait donc ce point de vue qu'il faut faire trêve à nos dissensions et qu'il est grand temps que l'Europe, menacée par une vague de panasiatisme autrement redoutable que tous les « Drang nach Osten », réagisse à l'amiable ses querelles de famille.

Reconnaissons que c'est là de la grande politique. Et qui aurait, après tout, ses partisans et ses chances si l'on supposait aux impérialismes rivaux assez d'intelligence pour oublier leurs vieilles querelles et composer leurs intérêts les plus évidents. Malheureusement, il n'en est rien. Le propre de tout impérialisme est la répugnance qu'il éprouve invinciblement pour des arrangements de cette nature. La seule voie qui lui soit ouverte est celle de la force et de l'hégémonie. L'égoïsme à courte vue de tous les gouvernements rend à l'avance caduques toutes les coopérations sur un pied d'égalité. Le plan Chamberlain ne fait pas exception à la règle.

AUJOURD'HUI paraît le premier numéro de S. I. A.

Tous les lecteurs l'achèteront.

G'est aujourd'hui jeudi que paraît le premier numéro de S. I. A., l'organe hebdomadaire de la Solidarité Antifasciste Internationale. Les anarchistes, les lecteurs de notre « lib », les sympathisants, qui tous ont contribué au lancement, au développement de l'organisation créée par l'Union Anarchiste à son Congrès de Paris l'an dernier, ne manqueront pas de se procurer ce premier numéro et d'assurer sa large diffusion. Il sera exceptionnellement tiré à un très grand nombre d'exemplaires — 130 000 — et sa répartition sera assurée dans toute la France.

Sous la forme de la solidarité ce sera un puissant véhicule de nos idées. La S. I. A. a dans ce sens un immense travail devant elle. Son activité depuis sa création est un sûr garant de l'avenir, la S. I. A. croîtra encore et se développera. Pour sa propagation d'entraide et de soutien des victimes de toutes les exactions gouvernementales D'OU QU'ELLES VIENNENT, le journal de la S. I. A. lui apportera un concours intense. Aussi nos lecteurs auront-ils à cœur d'aider à son lancement et à son développement.

TOUS VOUS LIREZ LA « S. I. A. » ET LA FEREZ LIRE AUTOUR DE VOUS.

(Voir en 2^e page le sommaire du premier numéro.)

Le peuple français se battra-t-il pour le roi... d'Angleterre ?

Notre confrère « l'Œuvre » est d'une lecture amusante. Il défend toutes les nobles causes et elles sont tellement nombreuses que l'on arrive à ne plus se retrouver dans l'enchâtellement des multiples questions qui sont soumises à notre appréciation. « L'Œuvre » a défendu le traité d'alliance franco-polonais, mais a approuvé les accords de Munich; elle est favorable à l'Espagne républicaine mais ne combat pas la politique de non-intervention; elle considère le traité qui lie la France à la Russie des Soviets comme un instrument utile à la défense nationale, mais soutient la nécessité d'un rapprochement avec l'Allemagne; enfin elle marque une hostilité marquée à l'adresse de Mussolini mais entend que la France républicaine reste fidèle à la politique de l'Entente Cordiale. Sans doute, les imbéciles ne lisent pas « l'Œuvre » mais il est à craindre que les êtres sains d'esprit ne deviennent fous à force d'enregistrer de telles contradictions.

Et voilà, pour une fois que le pauvre vieux M. Martin dit quelque chose de sensé, que l'éditorialiste de l'« Œuvre » le prend à

partie parce que le président de la Fédération républicaine est sans doute de douter de l'efficacité de la politique de M. Chamberlain.

Il faudrait tout de même s'entendre. Pour contracter une alliance, il faut au moins être deux; or quoi qu'en pense Mme Geneviève Tabouis il ne semble pas que le Premier britannique soit animé des meilleurs sentiments à l'égard de la France. Cela nous importera peut si le Bourrage de crâne systématique auquel s'est livrée toute la presse de gauche durant les sombres journées qui ont précédé les accords de Munich ne se poursuivait pas, menaçant de nous entraîner sur la pente d'un conflit sanglant qui, cette fois, ne pourrait pas être arrêté. Il suffit de vouloir lire quelque peu la presse britannique pour comprendre que M. Chamberlain entend se servir de la France comme d'un pion qu'il lance, soit sur l'échiquier de la guerre pour libérer l'Angleterre d'une menace éventuelle de l'Allemagne hitlérienne. Or, cela « l'Œuvre » le sait mais ne le dit pas.

(Voir la suite en 3^e page).

gle. Il vise tout simplement à sauver ce qui reste de l'Empire en réalisant, avec le concours de la France, une consolidation d'un monde menacé d'écroulement. C'est à ce titre que nous devons donc l'envisager et le juger. Cette offensive diplomatique de l'imperialisme britannique prendra ainsi toute sa signification et dévoilera ses nases et ses dangers. Essayons d'y voir clair.

Nous avons tout lieu de penser que le gouvernement britannique envisage frolement de sacrifier d'Espagne gouvernementale à Franco. Déjà la mise en vigueur de l'accord anglo-italien du 16 avril, en dépit des preuves surabondantes de la volonté d'intervention du Duce, les projets de reconnaissance du droit de belligérance en faveur de Burgos sont symptomatiques des intentions anglaises. Et il va sans dire que, sur ce point particulièrement sensible à notre cœur, nous ne saurons approuver une telle manœuvre d'étranglement. Nous ne serons pas moins catégoriques à l'égard des combinaisons anglaises touchant l'Europe orientale. Encore une fois, il ne s'agit pas de sauver le pacte franco-soviétique ni même de cesser de le dénoncer comme un instrument de guerre, mais l'appui apporté par Londres aux convoitises allemandes, cette pensée qu'en lâchant Hitler contre la Russie et en lui laissant prendre l'Ukraine on finira bien par apaiser sa faim de terres à bientôt ne saurait avoir d'autres effets que d'aggraver une situation déjà trop tendue.

Travailler pour la paix ne doit pas si-gnifier apporter de l'eau au moulin britannique et embrasser les intérêts de la Cité. Nous avons montré, en d'autres temps, que ce n'était pas non plus travailler pour le tsar de Russie. Il y a hors de ces deux voies qui mènent toutes deux à la catastrophe une politique résolument pacifique.

La classe ouvrière doit s'appliquer à la défense et à la promouvoir en toute indépendance. Il faut que cette honteuse abdication des intérêts du prolétariat devant les gouvernements qui tentent, à l'heure actuelle, d'enrôler les masses en de criminelles aventures. Il est temps que les victimes se révoltent si elles ne veulent pas faire les frais des sinistres calculs des hommes au pouvoir. L'heure ne saurait être plus grave. Les débats émouvants et passionnés du dernier Comité National du Parti Socialiste en sont la démonstration éclatante. Demain le Congrès de Nantes ne pourra pas échapper à la question à côté de laquelle tout autre paraît secondaire : la classe ouvrière saura-t-elle faire la paix que l'imperialisme lui refuse ?

LASHORTES.

Quant la bête traquée se révolte

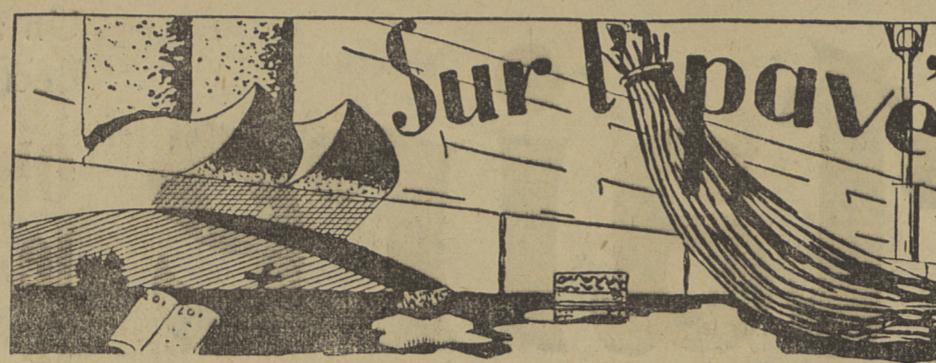
(Suite de la 1^e page)

Il n'en faut pas davantage pour que tous les chiens de plume hurlent contre ce pauvre gosse, malheureuse victime d'un siècle de brutalités et d'ignominies. Sans doute son geste peut sembler inopportun, mais on ne demande pas aux personnes réduites au désespoir de calculer de résister à la portée politique de leurs gestes. Si au lieu de blesser le secrétaire de l'ambassade il s'était suicidé comme un docteur viennois l'a fait il y a une quinzaine, tous ces journalistes auraient publié la nouvelle dans la chronique des chiens crevés. Un simple fait divers. Ils auraient écrit deux lignes pour pleurer sur ce malheureux « désespéré ». Mais que ce dernier ne l'a pas entendu ainsi, il a frappé un de ceux qui l'ont fait souffrir. Alors, cela ne va plus, tous les saligauds du journalisme et ils sont nombreux dans cette corporation. L'éditorialiste de « L'Œuvre » a tenté de se distinguer, pensez donc au moment où l'on allait s'entendre avec Hitler, un tel geste est capable de rompre les pourparlers avec le phonographe de Nuremberg. Pourtant la paix revient à « l'Humanité ». Quand il s'agit de saloperie dans cette maison on n'est jamais les derniers. Selon leur méthode habituelle ils insinuent que le meurtrier est un provocateur, un agent de la Gestapo ayant des relations trotskystes. On voit que ces messieurs n'ont pas beaucoup d'imagination.

Partout ce geste de révolte, est l'occasion d'une campagne xénophobe contre les militants antifascistes réfugiés dans notre pays, réclamant des mesures répressives contre ces bêtes traquées que sont nos camarades étrangers.

La France n'est plus la dernière tranchée de la liberté, mais de la lâcheté. L'oncle et la tante du jeune Grunzman ont été arrêtés. Ils ont commis le crime d'avoir donné l'hospitalité à leur parent. Au juge qui leur en faisait la remarque, ils ont répondu simplement : « Pouvez-vous nous le jeter dehors ? » Donner abri à un ami, à un parent est devenu un crime, dans le pays des Droits de l'Homme. On croit rêver. Et au lieu de s'indigner, les personnes bien pensantes et surtout bien nourries, hurlent aux chausses de ces pauvres gens.

Mais de quoi se plaignent les maîtres des Etats totalitaires ? Quand on sème le vent on récolte la tempête. Pour notre part nous ne nous étonnons pas de tels gestes de révolte, nous sommes seulement surpris qu'ils ne soient pas plus nombreux. — R. F.



PROPOS D'UN PARIA

Ni peste, ni choléra

Il fallait s'y attendre. La grande peur qu'on ressentait, et à juste titre, des millions d'hommes à l'idée d'un carnage possible, est à peine dissipée que l'on peut constater de bien curieuses attitudes, d'étranges revoires d'opinion.

Décidément, les pourvoyeurs de charniers, les provocateurs les plus avérés au meurtre collectif auraient bien tort de se gêner.

On comprend, à la rigueur, que le temps ait fait son œuvre pour les précheurs de guerre de 1914 qui, à l'abri dans de grasses sinistres, ont pu, impunément, collaborer au tourage de crânes officiel.

Mais que, sous prétexte d'un fascisme menaçant, on passe l'éponge sur les agissements criminels des chefs communistes et de leurs alliés plus ou moins camouflés en amis de l'U.R.S.S., c'est balter le record de l'oubli ou de l'inconscience.

Certes, je ne pense pas que les anarchistes internationalistes deviennent les artisans de ce nouvel état d'esprit.

Mais déjà, et notamment chez les socialistes, cette tendance se dessine.

« Il ne faut tout de même pas comparer, a déclaré au Congrès S.F.I.O., un délégué, l'U.R.S.S. avec l'Allemagne. »

Et d'autres de proclamer qu'il ne faut pas tomber dans le piège de l'anticommunisme qui conduit directement au nazisme.

« J'ai pu me demander parfois si notre tactique, bien qu'éprouvée et glorieuse, n'était pas viciee par une erreur initiale, et si jadis Bakounine n'a pas eu quelque peu raison contre Marx. »

Si Blum s'est posé cette question, il n'a qu'à écouter la voix des faits pour avoir la réponse. Il est difficile de constater une faille plus complète que celle du socialisme parlementaire sous le Front populaire. Deux ans après mai 1936, les Deux Cents Familles dictent leur loi, les fascistes relèvent la tête, la condition des travailleurs est plus dure que jamais, et si jamais ceux-ci peuvent se targuer d'avoir acquis quelques avantages, ce n'est sûrement pas à l'action parlementaire qu'ils le doivent, fichtre non.

Et comment que Bakounine avait raison, et pas qu'un peu...

León Blum fut d'ailleurs, dans sa jeunesse, anarchiste élégant. C'était à l'époque de la Revue Blanche, où il collabora ; Barres avait déjà fini de « cultiver son moi », mais Paul Adam écrivait un Eloge de Ravachol. Les cheveux se portaient longs et les cravates flottantes. La mode intellectuelle était aux sentiments rares et aux attitudes aussi excessives qu'offensives. Comme dit l'autre, ça ne tirait pas à conséquence...

Blum ayant fini par comprendre rapidement, car il est très intelligent, que pour les gens « bien », l'anarchie ne mène à rien, devint conseiller d'Etat, avant de se jeter dans la politique active, en même temps que dans le parti socialiste... C'est ainsi que l'on peut devenir un jour président du Conseil. Il y a à cela des avantages, mais la faillite du Front populaire vient de le prouver une fois de plus, ils ne sont guère pour le prolétariat.

TRAVAILLONS, TRAVAILLONS...

C'est le refrain sempiternel dont nous rebattent les oreilles des hommes publics, qui, dans le privé, n'en écoutent d'ailleurs pas une.. Ils font penser à ces choristes d'Opéra qui marchent à l'envers en marquant le pas sur place. Ainsi, par exemple, l'emmillonné Raymond Patenote qui, ministre de l'Economie Nationale (partiellement) fait actuellement une croisière d'agréement en Méditerranée. Les voilà bien les méfaits des « vacances payées » — payées cher...

JOSEPH NE VEUT PAS PARAÎTRE « AVANCE »

Caillaux, dimanche dernier, y a été, lui aussi, de son petit couplet, qui lui est d'ailleurs familier, sur la nécessité d'accroître la production. Le journal de Bailly a fait un sort plus que favorable au discours de l'ancien condamné de la Haute-Cour. Tant il est vrai que contre ces faînantes d'ouvriers, il est facile entre « honnêtes gens » de s'entendre. Mais le plus chouette, c'est quand Joseph a dénoncé « ce mal redoutable des démocraties : la peur de ne pas paraître assez avancé ». Ainsi, pendant la guerre, ces ridicules couillons qui, pour paraître à la page, prenaient la défense d'un politicien poursuivi par la vindicte clemenciste. Ah ! ce n'est pas Joseph qui semblera désormais trop « avancé », ou alors ce sera à la manière du merlan...

JEROBOAM VEUT DES HOMMES

Pendant que le plus réactionnaire de nos journaux passe de la pomade à Caillaux, l'Œuvre balance l'encensoir sous le vase nez de Mandel, que dans des temps très anciens la feuille de Téry n'apportait pas autrement que Jéroboam. Et, à propos de quoi cet enthousiasme soudain pour l'ancien exécuteur des basses œuvres de Clemenceau ? A propos du discours que ledit Jéroboam a prononcé à la mémoire d'un vague fonctionnaire colonial, discours dans lequel il a magnifié la gloire de « notre » empire colon-

ial. Se haussant jusqu'aux cimes prudhommesques de la philosophie politique, Jéroboam a décreté que la condition première du « redressement français », c'était de faire des hommes de volonté et de caractère ». Des hommes à la redresse, quoi. Et l'Œuvre de nous illustrer l'échantillon demandé en publiant en première page, et grand format, l'inavouable bâbine de Jéroboam.

C'est égal, les mânes de Gustave Téry, en évoquant les coups de force répétés de la censure mandeliennne contre l'Œuvre, ont dû plutôt la trouver saumâtre.

LE GENERAL REPOPULATEUR

Nous trouvons dans la République un petit fait divers que les grands quotidiens n'ont guère commenté. La discréption s'expliquera quand on saura que il s'agit d'un général. Celui-ci avait à son service une jeune bonne bretonne, qui ne savait ni lire ni écrire. Comme tout militaire qui se respecte, il devait se conduire chez lui comme en pays conquis. La conquête de la jeune Bretagne ne fut pas difficile. Elle ne tarda pas à être enceinte. Naturellement le général l'abandonna. Sa profession est faite plutôt pour les enfants que pour les élèves.

La jeune bonne s'accoucha elle-même. Elle eut la chance d'échapper à la mort, mais il n'en fut pas de même de l'enfant. Elle vient

de passer devant la XVII^e Chambre correctionnelle, pour homicide par imprudence. Elle fut condamnée à quatre mois avec sursis.

— Tâchez d'apprendre à lire et à écrire dit le président en prononçant sa sentence. Dans le cas de cette jeune fille, les connaissances néo-malthusiennes eurent été plus nécessaires. Mais pourquoi ce président si généreux n'a-t-il pas parlé du père ? Ce courageux défenseur de la Patrie, qui sans doute comme tous les hommes de sa profession se lamenta sur la dénatralité de la France, ne serait-il pas coupable de la mort de l'enfant ? Pourquoi aussi taire le nom de ce héros, sans doute couvert de décorations.

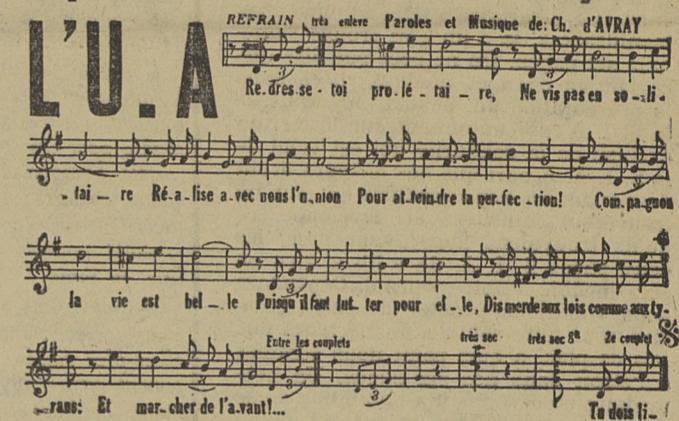
La France a bien les défenseurs qu'elle mérite.

Monsieur Dubalai.

Premier numéro de la S.I.A.

Vous pourrez lire dans le premier numéro de la S.I.A. qui paraît aujourd'hui jeudi : Présent, par Henry Torrès ; Quand le chien est en chasse, par Henri Jeanson ; Le droit d'asile, par René Belin ; La Semaine de l'Homme libre, par Georges Pioch ; Le procès P.O.U.M. ; Le régime fasciste dans les colonies françaises, par R. Louzon ; Le peuple espagnol veut manger, par Louis Ander ; les articles de André Juin, Sébastien Faure, Barata Vila, Chazoff, Huart, Sanchez-Saornil et les échos d'Armand Macé.

UNE BELLE APRÈS-MIDI dimanche prochain à Lancry



Joseph Prudhomme 1938 est inscrit au parti S.F.I.O.

cipes que Blum, invitant les hommes à se rassembler autour du parti S.F.I.O. pour la Paix, déclare, sans ambiguïté :

« Il est impossible à un grand parti comme le nôtre, de la guerre ne passera jamais. La guerre agressive, certes, mais l'autre, il ne le peut pas. »

Car on en est encore là, au parti S.F.I.O. A la guerre défensive et à la guerre agressive. Autrement dit, en prudhommesque langage « au sabre qui défend et au besoin attaque. »

Et c'est ainsi qu'au nom de la paix et pour ne pas voir se déchaîner les horreurs de la guerre, on préconise l'augmentation du nombre des avions de bombardement. C'est ainsi qu'ayant déclaré aux hommes qu'ils étaient divisés, non en nations, mais en classes, on les invite à faire trêve à leurs querelles de partis pour s'unir dans la commune défense de la Patrie. C'est ainsi que, tout en ayant réputation de grande intelligence, on radote complètement, ou mieux, comme le dit en langage populaire, « au déconne ». Car M. Blum « déconne ».

Cet homme dont on a vanté la lucidité, nous prouve qu'il est un gâteau sinistre et nébuleux. Ses déclarations passées, ses discours de jadis sont noyés par les paroles qu'il prononce aujourd'hui.

Quand on a parlé de la solidarité des travailleurs de tous pays et de la non-solidarité des exploitants avec leurs exploiteurs, on ne se fait pas l'apôtre de l'union sacrée et de la défense de la paix.

Quand on a prôné le désarmement, on ne présente pas aux ouvriers la discipline et l'intérêt national pour leur demander de fabriquer beaucoup d'avions de bombardements.

Du fait qu'il prend délibérément place dans la cohorte des professeurs de lieux communs, des grands poètes de la banalité, Léon Blum corrompe l'opinion que nous émettons en commentant et prouve que M. Joseph Prudhomme a une place de premier plan dans les cadres du Parti. Car, comme le dirait aujourd'hui le ridicule personnage d'Henri Monnier, les tanks que confectionnent les prolétaires sont là pour protéger les libertés ouvrières, et au besoin les détruire.

Et Blum-Prudhomme, appelé peut-être un jour prochain à présider au lancement d'un nouveau prototype pourra, à l'issue du banquet traditionnel, répéter en l'adaptant au goût moderne la phrase de son grotesque aïeul : « Ce bombardier est le plus beau jour de ma vie. »

MAURICE DOUTREAU.

PAPILLONS DE LA J.A.C.

La J.A.C. vient d'édition une nouvelle série de papillons au prix de :

Le cent	2 50
Les cinq cents	11 "
Le mille	20 "

PIERRE KROPOTKINE

L'ENTR'AIDE

Un facteur de l'Evolution

(Nouvelle édition)

Un fort volume : 30 francs franco ; recommandé : 32 francs.

VITALITÉ DU MOUVEMENT LIBERTAIRE EN ESPAGNE

Un important Plenum général de la F.A.I., de la C.N.T. et des Jeunesses Libertaires

Pendant près de deux semaines s'est tenu à Barcelone le plenum national des comités régionaux des trois grandes organisations libertaires et anarchistes d'Espagne : F. A. I., C. N. T. et J. L.

C'est une puissante manifestation de la vitalité du mouvement libertaire espagnol aux prises avec des difficultés innombrables sur tous les terrains.

En premier lieu le plenum a évidemment renouvelé devant les masses l'affirmation liminaire que le triomphe de la cause antifasciste était la finalité suprême immédiate des trois grandes organisations ; mais cela ne signifie pas qu'elles abandonnent quoi que ce soit des finalités générales de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, dont le communisme libertaire est l'expression sociale. Conscients des écrasantes responsabilités qui pèsent sur leurs épaules, les militants espagnols ne « jouent » pas avec le dévouement des masses qui font confiance à la C. N. T., à la F. A. I. et aux Jeunesses. Ne perdons jamais de vue, en effet, que ces trois organisations ont derrière elles des masses puissantes auprès desquelles elles sont responsables.

Par suite des vicissitudes et de la durée de la lutte le mouvement a été appelé ainsi à prendre des positions circonstancielles qui semblaient en opposition avec les théories générales de la C.N.T. et de la F.A.I. Ainsi par exemple la collaboration au gouvernement. A ce sujet le plenum a tenu à marquer nettement le sens de cette collaboration purement circonstancielle et a affirmé que la collaboration de la C.N.T. au gouvernement devait se comprendre comme le désir constant de la C.N.T. « d'interpréter les aspirations du peuple espagnol », et de « consacrer toutes les énergies populaires au triomphe par les armes de l'anitfascisme révolutionnaire », (Soli du 22 octobre). Mais ceci posé, le plenum a ajouté cette affirmation catégorique que le mouvement libertaire tend et tendra toujours non vers les opportunités du moment, mais à « la sauvegarde des intérêts des masses ouvrières et payannes, sur les lieux de travail, dans les tranchées, dont l'unique et authentique in-

terprète a été et sera toujours en Espagne le mouvement anarchiste. »

C'est encore une affirmation de principe sans équivoque que celle qu'a définie le plenum dans sa séance du 29 quand il a évoqué les buts sociaux du mouvement. Citions la Soli (numéro du 30 octobre) : « A l'unanimité il est décidé de réaffirmer tout et chacun des accords du Plenum Economique élargi de janvier 1936 (c'est-à-dire avant l'insurrection franquiste), et d'exprimer la volonté de nous conduire à sa totale réalisation. Le plenum ratifie ces accords dans leurs aspirations communistes libertaires fondamentales, basées sur l'égalité des droits et des devoirs et assurant à tous et à chacun des composants de la société humaine, le maximum de liberté et de bien-être. Cette aspiration fondamentale doit se situer dans le cadre de la liberté d'expérimentation économique compatible avec les possibilités de l'Espagne et avec les postulats essentiels de l'anarchisme. »

A l'égard du Front Populaire, qui est en quelque sorte la formation politique officielle de l'Espagne républicaine, le plenum a maintenu son attitude de soutien en considérant que le Front Populaire doit être « l'expression de l'unité contre la barbarie capitaliste et l'organisme qui doit recueillir les désirs ardents et les nécessités morales et matérielles du peuple espagnol ». Sous une forme voilée on sent la différence fondamentale qu'il y a entre cette position et celle des autres composants du Front Populaire qui vont répétant, tant à l'intérieur de l'Espagne qu'à l'extérieur, que le peuple de ce pays ne s'est soulevé que pour assurer la victoire de la démocratie classique et revenir à la situation antérieure au 19 juillet.

Le plenum décide par acclamations que le mouvement libertaire dénoncera devant l'opinion publique « tous ceux qui feront une politique de parti en exploitant les moments actuels et dans l'insouciance des intérêts généraux des travailleurs espagnols ». Enfin le plenum a réalisé un labour de mise au point considérable. Nous ne disposons pas encore d'éléments d'information

suffisants pour tenir nos lecteurs au courant de tous les détails de cette puissante affirmation de force du mouvement espagnol. Quand nous serons en possession des accords officiels nous reviendrons sur ce sujet qui offre pour la propagande en général un intérêt de premier plan.

Bornons-nous à rapporter que le plenum a encore pris d'importantes décisions sur l'organisation et la structure de l'armée populaire, sur les Jeunesses Libertaires, sur l'esprit universaliste du mouvement libertaire « qui soutient le principe de l'unité morale et culturelle des peuples et leur solidarité dans l'indépendance économique, repoussant les propagandes raciales et d'érotisme nationalisme qui ne peuvent aboutir qu'au totalitarisme fasciste ».

Dans le domaine de l'organisation intérieure du mouvement libertaire en tant qu'instrument de liaison des trois grandes formations libertaires, des décisions ont été prises qui attribuent sa direction à un comité formé de délégués de la F. A. I., de

L'INOUBLIABLE DURRUTI



dont nous célébrerons lundi 21 la mémoire

Pour le roi d'Angleterre !...

(Suite de la 1^{re} page)

Les travailleurs français ont manifesté une certaine énergie, durant le mois de septembre, et cela malgré les campagnes bellicistes qui tentèrent d'étouffer leur voix, leur hostilité à la guerre ; ils ont déclaré que pas une goutte de leur sang ne méritait d'être versée pour défendre les régions des Sudètes, rattachées à la Tchécoslovaquie par le Traité de Versailles condamné au lendemain même de son élaboration par tous les hommes véritablement indépendants. Espérons que ce ne s'étant pas battu pour la Tchécoslovaquie on fera battre le peuple français pour permettre à la Grande-Bretagne de conserver son Empire ? Car c'est à cela que l'on est en train de nous mener et c'est un crime de ne pas le proclamer.

Au lendemain même des accords de Munich M. Chamberlain, renvoyant M. Daladier comme on le fait d'un domestique, s'enfuyaient séparément avec M. Hitler sur un programme d'avenir. Le communiqué publié à la suite de l' entrevue des deux hommes d'Etat jeta un certain froid de ce côté du Channel. Eh quoi ! est-ce ainsi que le ministre anglais considérait les devoirs de solidarité qui le liaient à la « France amie » ?

Mais enfin on couvrit cet incident de fleurs et on n'en parla plus. Et puis survint le discours de Sarrebruck. Le chancelier allemand s'égara dans les plates-bandes britanniques et M. Chamberlain pensa sans doute qu'il avait été trop vite en besogne. Il opéra un recul stratégique et prononça aux Communes un discours dans lequel il affirmait la solidité des liens de l'Entente Cordiale. Et puis de nouveau le silence.

Or, le dernier discours de M. Chamberlain n'a pas trait à la politique allemande, mais à la politique italienne et il apparaît nettement que cette politique est loin de concorder avec celle que poursuit actuellement la France. Il ne peut y avoir aucun doute sur les desseins de M. Chamberlain qui, en bon patriote et en bon capitaliste, cherche à éviter la ruine de son pays en sacrifiant une nation qu'il continue à qualifier d'allié avec un perfidie digne de son ancêtre, Joe Chamberlain. Sacrifier l'Espagne républicaine, lâchement, en vertu des accords anglo-italiens, c'est livrer la France au fascisme, c'est créer une menace de guerre permanente entre la France, d'une part et l'Allemagne et l'Italie de l'autre. Et c'est la classe ouvrière française qui ferait les frais de cette combinaison infame, dûment prémeditée.

Nous exposons les faits, brièvement, tels qu'ils apparaissent à la lueur des événements dans leur tragique brutalité. Ce n'est pas nous qui faisons la politique ; elle est ce qu'elle est et nous en enregistrons les méfaits.

L'Allemagne et l'Italie réclament des colonies. Nous n'avons pas à analyser la légitimité de ces revendications. Nous ne sommes ni des stratèges ni des diplomates. L'Angleterre déclare qu'elle ne cédera pas un pouce de terrain ; au Congrès de Marseille le parti radical a déclaré que la France ne se laissera pas déposséder de ce qui lui appartient. Dans de telles conditions il est inutile de réunir des conférences internationales, si ceux qui possèdent répondent par avance aux revendications de ceux qui sont dépourvus par une fin de non-recevoir. Il coule de source que l'Angleterre est en train de négocier avec l'Allemagne et l'Italie la cession d'une partie des colonies françaises et de l'autre côté des Alpes on recommence à causer avec une certaine insistance de la Tunisie italienne. Et si les gou-

vernements français ne se plient pas, ce sera demain la guerre. L'Angleterre, dans ce conflit qu'elle prépare et dont le peuple français sera victime, sortira grande et son capitalisme pourra respirer dans une Europe encore affaiblie. C'est la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne de faire tuer les autres à son propre bénéfice. Combien de temps cela va-t-il encore durer ? C'est Dumoulin, je crois, qui déclarait récemment que la paix, il ne fallait pas la faire avec nos amis, mais avec ceux qui sont susceptibles de nous faire la guerre.

Paris-soir pour remercier M. Chamberlain de vendre la France, lui offre par souscription un morceau de la terre française. Un Anglais ne refuse jamais ce qu'on lui donne et M. Chamberlain acceptera.

La courtoisie nous interdit d'émettre une opinion trop bruyante sur le prochain voyage de M. Chamberlain en France mais nous espérons que les bons nationalistes de la Fédération républicaine et autres se trouveront à la gare du Nord pour accueillir comme il convient l'homme (au parapluie) qui a vendu la France et qui veut démain la baigner dans une mare de sang. J. C.

Chamberlain vient à Paris organiser l'assassinat de l'Espagne antifasciste

Chamberlain et lord Halifax seront à Paris le 22 novembre. Ce voyage fait suite à la promenade de Munich. Les représentants de la City viennent à domicile dicter leurs ordres.

Hitler exige pour continuer ses discussions que le gouvernement anglais ne soit composé que d'hommes ayant son investiture. L'homme au parapluie lui donne satisfaction. Avec un cynisme effroyable, lord Halifax a déclaré que Mussolini n'accepterait jamais la défaite de Franco. Puisque le dictateur romain l'exige, Chamberlain s'incline. Il ne veut pas faire la moindre peine à son ami. L'Espagne ouvrière sera donc sacrifiée. C'est ce honteux marché que sont venus traiter à Paris les ministres britanniques.

L'or de la City soutiendra le franc et le droit de héritage sera accordé à Franco. La politique de non-intervention n'est pas venue à bout de la résistance énergique des travailleurs ibériques, la bourgeoisie mondiale veut la briser par un renforcement du blocus. Nos gouvernements savent ce que cela représente. Ils savent que Franco ne s'emparera de Madrid, de Barcelone, de Valence que lorsque ces villes seront un monceau de ruines. Ils connaissent la volonté farouche de nos camarades de la F. A. I. et de la C. N. T., ils savent qu'ils résisteront jusqu'au bout. La victoire de Franco ne se réalisera que sur une Espagne couverte de ruines fumantes. L'horreur de la Commune sera dépassée. Des centaines de mille de prolétaires seront fusillés par les bandes fascistes. Mais ceci n'est pas fait pour émouvoir le cœur des dirigeants anglais. La réponse ignoble de Chamberlain au major Attlee en ce qui concerne la Chine en est la démonstration. Les ruines ne sont pas faites pour attrister les banquiers de Londres. Au contraire, ils s'en réjouissent. Ils savent que Franco sera obligé de faire

appel à eux pour reconstruire l'Espagne. C'est le calcul ignoble qui les guide. Que leur importe que Mussolini ou Hitler s'installent en Espagne, si cela est une source de profits ?

C'est par la faim qu'ils veulent triompher des travailleurs espagnols et c'est pour cela qu'ils sont décidés à appliquer le blocus. La misère est considérable en Espagne gouvernementale.

Les camarades voient venir l'hiver avec inquiétude. Comment pourront-ils alimenter toute cette population ? Et les Etats démocratiques refusent de leur vendre les produits dont ils ont besoin... Nous ne cesserons de dénoncer ce fait scandaleux, la France a trop de blé, qu'elle va transformer en alcool et elle refuse d'en vendre à l'Espagne. L'or pour le payer est dans les coffres de la Banque de France et nos dirigeants, qui se plaignent que la balance commerciale de notre pays soit déficiente, refusent d'accepter le beau métal. Et cela pour plaisir à Chamberlain et aussi parce qu'un groupe de financiers français a prêté de l'argent à Franco et que l'or espagnol lui sera de garantie. Nos gouvernements pourraient-ils se montrer plus cratiques ?

Pourtant, en examinant le problème sous l'angle de la lutte de classe, nous reconnaissions que la bourgeoisie est logique avec ses intérêts en aidant à l'assassinat de la Révolution espagnole prélude de la Révolution mondiale, mais il n'en est pas de même du prolétariat.

Il n'est pas possible que, sans manquer à son devoir, le Congrès de Nantes se termine sans que la C. G. T. s'engage à mener une action dans notre pays pour obliger notre gouvernement à fournir à l'Espagne le blé en excédent, des vivres de toutes sortes et aussi... des armes.

R. FREMONT.

LA VOLONTÉ DE GUERRE DU P.C.F. (1)

Le National-Communisme conduit à la guerre impérialiste et à la trahison révolutionnaire

Dès qu'est annoncée la nouvelle conférence Chamberlain-Hitler qui doit se tenir à Godesberg, nos nationaux-communistes engrangent une fois de plus. Ils craignent que la guerre l'idée qui rode à nos portes ne leur échappe. Ils ont su tirer maximum d'arguments que leur ont fourni les erreurs, les fautes et les crimes des gouvernements anglais et français. Ils ont exploité à fond le trouble apporté dans la situation internationale et n'ont point caché le désappointement que leur causait l'acceptation tchécoslovaque des conditions de Hitler, rapportées par Chamberlain de Berchtesgaden. Au seuil de cette dernière décade de septembre, qui va s'ouvrir sur l'entreve de Godesberg, leur désir de voir échouer celle-ci s'avoue cyniquement. Et leurs efforts se multiplient afin de faire vibrer toutes les cordes sensibles de la bêtise humaine — la bêtise à front de taureau, disait le poète...

Maintenant que les dés paraissent devoir être jetés et que la négociation de Godesberg, qui s'ouvre le lendemain, apparaît des plus délicates et voulue à un échec quasi certain on fait étalage des engagements tardifs de l'U.R.S.S. que, pour la première fois depuis le différend germano-tchèque, celle-ci vient de prendre, si l'on peut dire, par la bouche de Litvinov dans une déclaration.

Certes, après trois quarts de siècle d'internationalisme révolutionnaire, depuis qu'existe une presse ouvrière, jamais l'entendement des masses prolétariennes n'avait été mis à aussi rude contribution qu'avec l'instauration des méthodes staliniennes, qui avec ce système des cent et une lignes politiques qui, successivement, furent, chacune, la seule, l'unique, la vraie. Jamais, non plus, depuis le ralliement « patriotique » des bolcheviks, et tous les reniements qui en découvrent nécessairement, la presse moscovite ne s'était montrée à ce point experte dans l'art de faire avaler mille couleuvres à ses infatigables lecteurs. Mais jamais, encore, elle n'avait fait éclater de tant d'ignominie depuis que l'instant lui paraissait, enfin, arrivé de précipiter le peuple dans la guerre infâme. Septembre 1938 aura vu l'apogée de la trahison de tout le mouvement ouvrier révolutionnaire, la trahison du peuple même, par un parti prétendument prolétarien et les valets de plume à sa dévotion.

RECRUDESCENCE DU PATRIOTISME ET DE L'HYPOCRISIE

Pourtant, si bien orchestré qu'ait été la partition, des fausses notes se sont fait entendre, des oubliés ont été commis. Certains « intellectuels représentatifs » infidèles au stalinisme ont signé par « erreur » des manifestes véritablement pacifistes. Et la démagogie elle-même — qui l'eût cru ! — a eu ses défaillances. A la veille de Godesberg, il convient au plus vite de réparer ces fautes de manœuvre, de pousser au paroxysme l'exaspération du sentiment national des masses.

C'est Ce Soir (21 septembre, 1^{re} page) qui

trouve des accents émouvants pour exalter les souvenirs de la « dernière », les souvenirs de Verdun :

« Nous, les anciens légionnaires, nous avons

tout à Verdun pour la France, et la France nous a oublié notre pacte et le sang versé en comba-

..., déclare à notre envoyé spécial un ouvrier tchèque, à Prague. »

C'est Paul Nizan, dans le même numéro de Ce Soir (3^e page) qui reprend pour thème de son article les paroles de Winston Churchill :

« Les gouvernements britannique et français avaient à choisir entre le déshonneur et la guerre. Ils ont choisi le déshonneur et ils auront la

guerre. »

Ce que nous savons de l'opposition syndicale française à la guerre est que les organisations syndicales françaises vont intervenir ouvertement pour pousser à la guerre. Honte, tristesse, déshonneur... La C.G.T. elle-même n'a pas voulu être en reste avec sa plus importante Union coloniale. Par la bouche de Racamond, elle se trouve associée officiellement et tout entière à ce jeu écurant dans une interview qu'accorde à l'Humanité du 23 (1^{re} et 2^e pages) le secrétaire confédéral.

Rien n'est négligé, et Gitton et Hénaff « se rendent d'urgence à Prague pour apporter au peuple tchécoslovaque l'assurance de la solidarité du peuple français ».

Mais devant ce branle-bas de combat de nos foudres de guerre, qu'elle est donc l'attitude des partis intéressés, des Tchèques eux-mêmes ? Celle-ci, que définit, avec dignité, un message du gouvernement de Prague :

« C'est un événement sans parallèle dans l'histoire : nos alliés et nos amis nous ont imposé des conditions qu'on impose d'ordinaire à des vaincus. Mais nous ne sommes pas vaincus, et si notre gouvernement a décidé d'accepter ces conditions cruelles il l'a fait pour sauvegarder le pays d'une saignée inutile... Dieu sait qu'aucun honnête homme ne pourra dire que c'est par lâcheté que nous avons arrêté notre premier ministre à annoncer à la France et à l'Angleterre que nous nous résolvons à nous sacrifier à la paix du monde, comme il y a des stèles Dieu s'est sacrifié sur la croix pour l'humanité (23 septembre). »

JUBILATION : LA GUERRE EST LA !...

Malgré cette activité prodigieuse, en dépit de ce déchaînement furieux des nationaux-communistes affamés de carnage, la paix a encore une toute petite chance d'être préservée. Chamberlain et Hitler négocient à Godesberg. De la négociation même nous ne dirons rien que chacun ne sait.

Gabriel Péri ne veut voir qu'une chose : Godesberg ou pas Godesberg, le peuple de France a été trahi par son gouvernement. Il faut laver cette honte :

Tout cela prouve que le temps presse et qu'il faut abréger l'agonie. Il est monstrueux de penser qu'à travers l'univers, partout où sont des hommes libres, le nom de la France est aujourd'hui conceptualisé. Nous avons besoin de nous laver de cette honte (Humanité, 23 septembre, 3^e colonne).

Tous les espoirs restent permis, jusques et y compris celui de laver cette honte » dans le sang des hommes. En effet, les possibilités de paix sont si minces, les appétits italiens si démesurés, Chamberlain si pusillanime et si démesuré depuis Berchtesgaden que la négociation, après avoir marqué un tampon d'arrêt, est brusquement rompue. Hitler a été trop gourmand : il a présenté de telles exigences exorbitantes que le vieux Chamberlain a eu un recul,

un sursaut et a dit : Non !

JEAN LAVALETTE

(Voir la suite en 4^e page.)

(1) Voir Le Libertaire des 6, 13, 20 et 27 octobre.

MALADE MAIS PAS ENTERRÉ...

Le dernier slogan bolcheviste :
La conférence internationale

En somme, rien n'est définitif. Pour des raisons de stratégie électorale dominantes, le *Front Populaire* se survit à lui-même.

D'un côté, un important secteur du parti radical, Herriot, se détache de Daladier. Ceux-là ne voudront jamais rompre avec Moscou et donc avec le bolchevisme.

D'un autre côté le parti socialiste, dans sa majorité modératrice, Léon Blum, proclame une amnistie à l'égard du bolchévisme et lui conserve son appui quoi qu'il arrive.

Quant à la C.G.T. sous l'emprise du bolchévisme, il va sans dire qu'elle ne saurait manifester la moindre velléité de rompre avec le *Front populaire*.

La situation ne se présente donc pas aujourd'hui tellement mauvaise pour le Parti de Moscou ; on pourrait même dire qu'elle s'est améliorée, les positions prises, en ordre de bataille, étant plus nettes.

Le bolchévisme dispose d'un grand nombre d'atouts de première main :

Défense des lois sociales.

Défense nationale « sabotée par les Capitalistes ».

Défense des fonctionnaires.

Défense de l'Espagne républicaine.

Défense de la Paix par une politique de fermeté des démocraties et une *conférence internationale* opposée au Pacte à quatre.

(Nous ne parlons même pas de la *défense des vieux*).

Le bolchévisme tire à lui toute la couverture. Pour l'homme de la rue, comme pour l'homme moyen de l'atelier, il apparaît le défenseur attitré de la bonne cause. Même celui qui, aux heures de septembre s'était posé la question : où le bolchévisme nous mène-t-il ? revient sur son impression première ; maintenant que l'image du péril s'estompe dans l'oubli, il se dit : « Après tout, le bolchévisme a peut-être raison. On nous a joué la comédie. L'imperialisme nous a possédés... »

La situation de ceux qui ont défendu effectivement la paix devient, dans ces conditions, extrêmement difficile. Ils ne peuvent plus défendre la paix selon leur conception, la seule bonne et la seule sincère, sans être incriminés de « faire le jeu du fascisme ». Ils ne peuvent pas affirmer leur opposition à la *défense nationale* sans être accusés de faire le jeu de Hitler. Et comme tous les problèmes se tiennent, se « conditionnent » les uns les autres, formant un tout, aucune échappée n'est possible. Ou se retrancher, s'isoler, ou se laisser aller au fil des événements et accepter d'être mené par le bolchévisme...

Or, si l'accusation de « faire le jeu de Hitler » n'est pas encore sanctionnée en France, comme l'accusation de trotskisme l'est en Russie, comme l'accusation d'*« incontrôlable »* ou de membre de la *5^e colonne* l'est en Espagne russifiée, elle n'en attire pas moins sur l'héroïque l'excommunication majeure. En attendant le tchèkiste ou l'homme de main, le fanaticisme des cellules prononce la sentence et la meute aboie.

Il est donc extrêmement dangereux individuellement de s'opposer au bolchévisme. Mais on pourra souhaiter, désirer que les organisations qui ont pu conserver une certaine santé morale, que les hommes-drapes qui ont gardé le sentiment de la dignité, parlent haut et ferme.

On le souhaitera pour l'honneur du syndicalisme.

Parmi les slogans dont, à mon avis, il importera de mettre à nu la malice est celui qui, d'une façon insidieuse, postule, au nom de la classe ouvrière, la tenue d'une *conférence internationale* appelée à « conscrire la Paix ».

Que la classe ouvrière ait l'œil sur les démêlés des Etats, c'est assez normal et c'est même nécessaire. Mais qu'elle s'érigé en conseillère de ces Etats, qu'elle propose des

plans de paix, qu'elle prétende jouer en sous-main un rôle diplomatique, c'est avouer qu'elle participe directement à l'Etat, qu'elle est intégrée dans l'Etat, qu'elle est l'instrument d'une certaine politique, qu'elle est au service d'un certain Etat.

Et quel est cet Etat ? L'Etat du bolchévisme réalisé. L'Etat russe.

Sous couvert donc de propulser une conférence internationale des Etats, la classe ouvrière de France s'affirme, intimement incorporée au jeu diplomatique de la Russie.

Ce rôle n'est pas seulement contraire aux affirmations du syndicalisme, il est contraire à la sécurité et à l'intérêt de la classe ouvrière.

Qu'est-ce en effet que cette *conférence internationale*. Une machine dans le goût de la Société des Nations. Une machine dont les organes ne pourraient pas même être assemblés, puisque la S.D.N. elle-même n'a pas pu les engrenier. Une machine qui en supposant que, par extraordinaire, Mussolini, Hitler et d'autres daignent y entrer, ne fonctionnerait pas vingt-quatre heures.

Aucun doute que les promoteurs de cette machine en connaissent l'impraticabilité. Impraticable et impossible en fait, son thème de la « sécurité collective » vu et corrigé, n'en est pas moins tourné contre le système inauguré à Munich, baptisé pré-juridiquement *Pacte à quatre*.

Ce système en effet a le grand malheur d'exclure l'U.R.S.S. sans l'exclure. Les puissances qui ont entre les deux des comptes à régler délaissent leurs dirigeants ou leurs dictateurs pour qu'ils étudient en commun les problèmes à résoudre et tâchent de trouver des solutions écartant le recours à la force, c'est-à-dire la guerre, péril majeur.

On peut penser ce que l'on voudra de ces réunions. Elles ne sont certes pas d'inspiration wilsonienne et démocratique. Elles ne sont pas dans les normes de la diplomatie traditionnelle. Elles procèdent de l'esprit des dictatures. Oui. Mais elles sont les seules qui puissent aboutir. On dira que les résultats sont acquis sur les plus faibles, que les concessions ne paient pas, que la guerre subsiste comme *ultima ratio*. Cependant, si les concessions sont logiques et justes, et si la solution amiable des problèmes doit être le prélude à une limitation des armements, les peuples n'y trouveront-ils pas leur compte, finalement ?

Au demeurant, la classe ouvrière n'a pas plus à soutenir le système munichois qu'elle n'a à propulser la Conférence internationale ou la S.D.N. — celle-ci étant morte de sa bête mort et celle-là n'étant pas viable.

Mais intervenir sur un terrain qui n'est pas le sien, et y intervenir pour faire le jeu d'un Etat russe-asiatique dont les intérêts vitaux sont étrangers à ceux des Etats occidentaux, ce n'est pas vouloir la pacification européenne, c'est chercher à susciter de nouvelles et terribles menaces du conflit armé.

Or toute la politique syndicale du bolchévisme est orientée dans cette direction : la guerre et le fascisme. Une grande prudence, une grande circonspection, une fermeté éclairée s'imposent devant l'action que le bolchévisme compte entreprendre et dont il a déjà mis à jour les plans, soyons-en certains.

Ce n'est pas le moment de se gargariser de formules démagogiques.

La situation est étrangement trouble. Et les meilleurs prétextes peuvent être exploités pour des fins étrangères au prolétariat en général.

Pour écarter les pièges, il ne suffirait pas d'une indépendance nominale de la C.G.T., telle que le Congrès de Nantes s'apprête à la proclamer à nouveau, il faudrait une condamnation formelle du Parti infidèle à Moscou, une réputation formelle de son action et de sa doctrine, et la ferme volonté exprimée de résister à ses entreprises suspectes.

RHILLON.

Union Anarchiste — Fédération Parisienne

Secteur Nord-Est

POUR LA DEFENSE DE LA PAIX
POUR LA SAUVEGARDE DES CONQUETES SOCIALES

le 17 novembre, à 21 heures, grande salle des Fêtes

206, quai de Valmy (rond-point de la Villette)

Orateurs : Sébastien Faure, Chazoff, Patorni, Frémont.

N'ATTENDEZ PAS L'HIVER

Les Charbons du "Libertaire"

TARIFS

Livrés à partir de 250 kilos, pour PARIS SEULEMENT. Pour livraisons en banlieue diminution de 50 francs par tonne (octroi communal et supplément).

ANTHRACITE ANGLAIS PAYS DE GALLES

	Frs.	La tonne	500 kil.
Galetins 50/80	720	300	"
Noix 30/50	750	375	"
Grains 15/25	680	340	"
Grains 10/15	600	300	"

ANTHRACITE RUHE

	641	320	"
Galetins 50/80	645	322	50
Noix 30/50	650	325	"

CHARLEROI 1/2 GRAS (Garanti d'origine)

	600	300	"
Tête de moineau 30/80	630	310	"

FLAMBANT

	435	217	50
Galetins 50/80	447	220	"
Tête de moineau 30/80	423	210	"

COMBUSTIBLES DIVERS

	530	265	"
Briquettes de lignite	540	270	"
Coke métallurgique	450	225	"
Bois deux traits	370	185	"

Exceptionnellement jusqu'au 31 d'octobre, BOULETS EXTRA par 500 kilos seulement, 420 FR. LA TONNE.

LA PROPAGANDE
PAR LA PAROLE

Doutreau est en tournée, notre ami Sébastien Faure est sur son départ. De nombreux camarades des groupes de la région Nord ont dû recevoir de l'U.A. un appel pour l'organisation d'une tournée que nous projettions pour le commencement de décembre. Me répondre au plus vite à ce sujet.

D'autre part, plusieurs camarades de la région Nord nous demandent d'organiser dans cette région, j'insiste auprès de tous les groupes afin de se mettre au plus vite en communication avec moi. M'écrire au « Lib », 9, rue de Bondy, Paris (Xe). CH. D.

Ici notre troisième liste de souscription du 24 octobre au 5 novembre. On voit qu'elle continue à donner d'excellents résultats qu'il faut encore intensifier et accroître.

A l'œuvre tous pour
LA PROPAGANDE PAR LA PAROLE.

Maugué, 10 fr.; Tamisier, 100 fr.; Raitzon (3^e vers.), 30 fr.; Groupe de Viry-Châtillon, 100 fr.; Oupré, 25 fr.; Sache, 30 fr.; Bassi Secundo, 10 fr.; Groupe de Montpellier, 140 fr.; Sol Fernand, 10 fr.; Balderelli, 30 fr.; Groupe culturel de Tarbes, 100 fr.; Pacel, Henri Dié et Pascal, de Marseille, 20 fr.

Le trésorier : Barzanette.

Le National-Communiste
conduit à la guerre impérialiste

(Suite de la 3^e page.)

Et l'espoir de renaitre au camp des bellicieux. Cette fois, la guerre apparaît inévitable. Hitler exige l'occupation du territoire sudiste avant le 1^{er} octobre. Il massé ses troupes à la frontière et Prague répond à la menace par la mobilisation générale (23 septembre). Les événements se précipitent. La France, à son tour, écrit la mobilisation de deux échelons, le 25. Ça y est : les deux sont faits !

Quelle attitude, croyez-vous, va être celle des nationalisations-communistes ? Ils exultent, bien sûr ! Mais avec quelle modestie, quelle discrétion ! Ils sont tellement sûrs, à présent, que « l'affaire est dans le sac » qu'ils ne veulent point gâcher d'aussi belles perspectives pour les malades. Eux qui, depuis près d'un mois, ont injurié tout un chacun, les ministres et les diplomates, les français comme les étrangers, leurs adversaires comme leurs amis — ces derniers quand ils n'avaient pas assez vite ni assez loin — eux : qui ont été dans désaccord avec tout le monde, sont aujourd'hui d'accord avec chacun, puisque la guerre est à nos portes. Après avoir «... les gens, on les encense. Tout sucre et tout miel. Chamberlain, qui a été traité de tous les noms et traîné dans la boue, est devenu un grand politicien, honnête et courageux. Daladier est un saint, et Bonnet presque un ange...»

Il n'est plus, désormais, que d'entretenir le moral, tout en veillant au grain. Sagesse exemplaire sur toute la ligne !... Ce qu'a publié la presse communiste du 25 au 30 septembre : « coup de théâtre » de Munich, n'ajouterait rien en effet, à cette trop longue « démonstration ». Toujours les conditions sont réunies pour que la guerre éclate enfin, rien n'a été négligé pour qu'il en soit ainsi. Les consciences sont en paix : les hommes auront la guerre.

Au reste, ces messieurs sont amplement combés. Nous n'entendrons plus parler, avec satisfaction, que des biensfaits de la sécurité collective retrouvée, de fermement à maintenir inébranlablement, d'établissement de la force tchécoslovaque (35 divisions, mon cher, vous vous rendez compte!), de la force française, des apponts roumain et yougoslave, de la mobilisation de la marine anglaise (la plus forte d'Europe, camarade!), des biensfaits de la résistance concertée des démocraties, mais pas trop du « colosse » russe, quand même ! Et l'espérance se trouve encore raffermie quand Hitler prononce son discours au Sportplatz (26 décembre), auquel Péri a soin de répondre : « Pas plus loin ! » (*Humanité*, 27 septembre, 3^e page), quand le même Hitler exige à son memorandum une réponse pour le 28 septembre, avant 14 heures, faute de quoi il décrète la mobilisation générale !

On sait la suite, que cette ultime menace ne s'est pas réalisée et que, par une « catastrophe » imprévisible, la guerre n'a pas lieu, grâce à la conférence de Munich et à ses résultats imprévisibles, certes, mais malgré la criminelle volonté de guerre des nationalisations-communistes qui se sont, en ces jours de septembre à JAHAN DESHONORÉS EN TANT QUE PROLETAIRES, EN TANT QUE RÉVOLUTIONNAIRES, EN TANT QU'HOMMES, et qui ont perdu désormais le droit de parler au nom des peuples qu'ils ont traités en voulant les faire s'entr'égorguer.

J. L.

LA CHANSON RÉVOLUTIONNAIRE
AUX GROUPES DE LA BANLIEUE

J'ai choisi le dimanche 13 novembre en matinée pour donner cette rétrospective de mes œuvres révolutionnaires afin que les groupes de la banlieue puissent plus facilement assister à cette manifestation artistique et de propagande.

Vous pourrez vous rendre compte que la chanson révolutionnaire a conservé toute sa force, et qu'elle est restée un puissant levier capable d'exposer, de défendre, et de faire aimer notre idéal anarchiste.

Je vous offre d'organiser au profit du « Libertaire » cette manifestation d'art et de propagande dans vos localités.

LE "LIBERTAIRE" SYNDICALISTE

Avant le Congrès Confédéral

DANS LES SYNDICATS

Beaucoup de syndicats nous adressent des protestations contre la politique de la C.G.T. et des motions que leurs délégués défendent au Congrès de Nantes. Nous ne pouvons malgré notre bonne volonté les publier toutes. Nous avons néanmoins tenu à porter à la connaissance de nos lecteurs quelques-unes d'entre elles. Elles expriment les conceptions qu'à toujours défendues notre journal et que les militants syndicalistes doivent avoir à cœur de faire revivre dans la C.G.T.

RESOLUTION DU SYNDICAT DES CORRECTEURS POUR L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Le Congrès de Nantes rappelle que l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, des sectes philosophiques et des gouvernements constitue la condition fondamentale de l'unité, ainsi, d'ailleurs, que le respect de la démocratie syndicale, la souveraineté des assemblées pour le déclenchement et la conclusion des conflits, la représentation des minorités dans tous les organismes de gestion du mouvement syndical.

Mouvement autonome de la classe ouvrière, le syndicalisme français groupe les travailleurs de toutes opinions pour le double effort quotidien et d'avvenir inscrit dans la Charte d'Amiens, et, à ce titre, il représente l'affirmation permanente de leur capacité économique et sociale.

La réaction sociale, qui dresse aujourd'hui, les plus graves menaces contre les conquêtes du 1er juin 1936, est servie par les divisions que la politique a toujours introduites dans le mouvement syndical.

L'offensive patronale fait au syndicalisme le devoir de résérer la totalité de ses forces pour son action propre.

La C. G. T. ne peut plus longtemps s'associer à la défense nationale en régime capitaliste. Elle condamne l'arbitrage obligatoire qui enlève à l'action ouvrière son efficacité et sacrifie l'intérêt des travailleurs. Enfin, elle ne peut tolérer que des organisations politiques quelles qu'elles soient, se substituent aux syndicats sur les lieux de production. Le Congrès rappelle à tous les syndiqués qu'ils ne doivent pas appliquer, sur les lieux du travail, que les mots d'ordre émanant de leurs organisations syndicales.

Le Congrès précise que ne pourront être secrétaires et administrateurs de la C. G. T., des Fédérations et des Unions que les militants n'occupant aucune fonction politique, rétribuée ou prévisible.

Sur le plan intérieur, la présente résolution implique que la C. G. T. et les organisations qui la composent se retirent immédiatement du Rassemblement populaire.

Sur le plan international, la C. G. T. demandera à la Fédération Syndicale Internationale de reprendre son indépendance à l'égard de l'Internationale Ouvrière Socialiste, première partie.

MOTION SUR L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME PRÉSENTE PAR LE SYNDICAT DES PETROLES DE PAUILLAC

Le Congrès confédéral : Confirme avec plus de force les principes et les dispositions se rapportant à l'indépendance du mouvement syndical adoptée par le Congrès d'unité de Toulouse.

Il considère que l'intervention directe ou indirecte des partis politiques dans la vie des organisations syndicales fausse complètement le libre fonctionnement de la démocratie syndicale et il exprime sa volonté de prendre toutes les mesures d'ordre pratique capables d'assurer effectivement cette indépendance absolue.

Dans ce but, le Congrès Confédéral décide d'étendre à toutes les fonctions syndicales sans

Un groupe de non-conformistes.

exception, c'est-à-dire depuis celle de secrétaire confédéral jusqu'à celle de secrétaire de syndicat des statuts confédéraux.

Le paragraphe 4 de l'article des Statuts Confédéraux pourrait être rédigé comme suit :

Les membres des bureaux : Confédéral, des Fédérations, U. D., U. L. et syndicats généraux ne pourront faire acte de candidature à une fonction politique, ni appartenir aux organisations directes d'un parti politique. Leur acte de candidature aux fonctions ainsi définies, même non rétribuées entraînera ipso facto leur démission des fonctions syndicales occupées.

A LA LORRAINE (Argenteuil)

Les non conformistes à l'index.

Faisant feu de tout bois, nos bolcheviks, grands patrons de la section syndicale viennent de tenir un nouveau coup de force contre ceux qui se refusent à se vautrer aux pieds des représentants du très saint père Staline, grand maître de toutes les Russies.

A l'occasion de la mobilisation de septembre, nos néo-patriotes décident de faire verser par les non mobilisés une heure de leur salaire, au profit de ceux qui partisans ou non de la guerre sacrée de la démocratie contre le fascisme, se firent volontairement ou non les complices des pourvoyeurs de charrains-paix lesquels brillent au premier rang par sa campagne anti-allemagne aux cotés des De Kerillis et Cie, le Grand Parti Communiste Français.

Prenant exemple sur leurs frères de Russie, ils ne trouvent rien de mieux que de faire publier par les commissions de contrôle (ouvriers-técniciens) une liste noire de tous ceux qui se refusent à encourager le militarisme d'une manière ou d'une autre et de se conformer aux désiderias de nos ex-champions de l'internationalisme, et de faire apposer dans l'usine cette liste sous la garde de pauvres bougres fanatisés.

Voilà la conception de la démocratie (saute tartare) de nos responsables syndicaux, heureusement nous ne sommes pas sous le régime de la fusillade, et de la mort subite, sans celle...

Nous, messieurs, toutes les brimades et injures, donc vous pourrez nous gratifier, n'arriveront pas à bout de notre résistance à la guerre et à la colonisation que vous voulez nous imposer, et vous nous trouverez toujours en travers de votre route pour vous démasquer aux yeux des ouvriers que vous trahissez journalement par votre politique de Jésus qui n'a pour résultat que de diviser le prolétariat.

Pour une C. G. T. libre de toute influence politique :

Un groupe de non-conformistes.

LES RESULTATS DE L'ARBITRAGE

Nous dénonçons à nouveau cette arme que le parlementarisme a mise dans la main du patronat.

Voyons les faits : en 37, les banquiers demandent la récupération des jours fériés, satisfaction leur est donnée par M. Grunbaum-Ballin, cela au mépris des us et coutumes de la profession. En 38, ils déclarent que cette forme de récupération ne leur donne pas satisfaction et, sans avis aux organisations ouvrières ils décident de faire travailler le personnel tous les samedis du 1^{er} novembre au 31 mars, ceci en violation de la loi de 40 heures. C'est alors que nous voyons un nouvel arbitre, sur les instances de l'E.F.T.C. confirmer la thèse patronale.

Camarades, vous luterez pour la suppression de l'arbitrage, pour la défense et l'amélioration de vos conditions d'existence.

Un groupe syndiqué de la Banque.

Jeunesse A anarchiste C communiste

Leur famille et la nôtre

Depuis quelque temps, le gouvernement lance des appels pathétiques pour la repopulation ; l'esprit de famille tout le camp, la France est dépeuple !

Cette course au lapinisme fait écho, à celle des armements, le capitalisme veut préparer de nouveaux cadres d'esclaves, pour l'avenir, qui remplaceront ceux qu'ils veulent immoler au Dieu Mars.

..De tous temps les forces d'exploitations ont vulgarisé l'esprit familial, trouvant, en celui-ci, un collaborateur précieux. La famille, en général, est basée sur l'autorité.

Les épâncements naturels de l'enfant sont freinés dès leurs affirmations, les parents ne laissent plus qu'un droit « obéir », si l'obéissance est rétive, se fait avec rechignement, l'autorité paternelle se montre plus affirmatif, les coups souvent l'accompagnent.

Les parents incluent à leur rejeton leur semi-paternelle bêtise. Il devra avoir la religion, les pensées de ses parents. Ceux-ci lui apprendront à leur tous les mensonges officiels. Ils lui cacheront ce qu'est la vie réelle, ils éviteront soigneusement les questions primordiales pour l'éducation d'un jeune, entre autre la question sexuelle.

Arrivé à l'adolescence, au moment où le besoin d'apprendre et d'exercer un métier se fait sentir, où le jeune commence à entrer dans la vie, bien souvent on lui impose un métier qu'il ne comprend pas.

C'est aussi à cette époque, la puberté développant les instincts naturels, que l'éducation familiale, ou plutôt le manque d'éducation, se fait et même trop souvent hâlée, même les jeunes au vice et à la prostitution.

C'est ce que notre bourgeoisie appelle le mauvais chemin. « Le mauvais chemin ! » Quel cynisme. La bourgeoisie voudrait nous faire croire qu'elle ne a point vu ! C'est pourtant l'institutrice de tout cet état de choses. Si elle crée et soutient la famille, c'est qu'elle a trouvé dans une école qui lui forme des résignés, des habitués à l'obéissance, des jeunes qui seront plus tard des hommes mûrs en tout point, pour être des exploités.

Trois faits récents illustrent bien la fausseté et l'hypocrisie des sentiments montés en épingle par les bourgeois.

Près de Chalon-sur-Saône, pour des questions d'intérêt, un vieux cultivateur tua son fils. Vivant sous un même toit, deux êtres qui devraient s'aimer, se tuent.

L'histoire du jeune Bergot qui tua sa tante, n'est-elle point navrante, et « l'assassin » n'est-il pas plutôt une victime qu'un coupable.

Si tante ne pardonne jamais à sa mère d'être plus belle qu'elle ; elle la pousse à la mort, non contente d'une victime, elle martyrisait encore le fils, qui, un jour étant à bout et gonflé de haine, fit justice.

Pas moins terrible, les « crimes » de ces gosses s'échappant des prisons que l'on ose qualifier du titre menteur, de « maisons de redressement », coupables seulement de vouloir vivre

libres, et connaître les quelques plaisirs qui sont octroyés à l'enfance.

Ces deux derniers faits surtout, démontrent que la bourgeoisie qui prétend créer le bonheur au foyer, faire des familles heureuses, n'est pas capable, et son incapacité n'est que le résultat de son esprit d'intérêt, d'organiser des petites familles dans une grande famille (La Patrie), qui ne sera que l'union de celles-ci.

La famille pour elle n'est qu'une école de ré-signés et d'exploités et une machine à créer des soldats.

..Cette famille-là n'est pas la nôtre. Dans la nôtre, les parents ne seront pas des tyrans légaux. Amis et non bourreaux, ils ne seront pour leurs enfants que des guides et de bons conseillers.

Mais cette famille ne peut se réaliser que dans une société où tous les hommes seront libres, égaux, frères.

ROUGID.

Action directe !

Action directe, c'est le principe adopté et pratiqué par les jeunesse fascistes, qui n'hésitent pas à saccager les locaux du parti communiste qui représente pour eux la classe ouvrière.

Nous voyons dans l'attaque de la librairie un révolteissement de la lutte directe contre le prolétariat de la part des tactiques. A cela, le P.C.F. n'a su se mettre que sur la défensive ; aucune riposte ou plutôt une riposte à coups d'ordres du jour, qui en fait, ne réussit rien.

Il y a eu une époque où la S.F.I.C. mettait en pratique la devise « Pour un œil, les deux yeux, pour une tête, toute la gueule », ce qui s'explique aussi bien aux loups.

Comment a fonctionné la fameuse « auto-défense de masse » ?

Elle a brillé par son inertie, d'ailleurs préconisée par le P.C.F. Le lendemain, le « colonel » montre son ignorance des ordres du Grand parti « ne pas répondre » en faisant garder les locaux fascistes par ses sbires.

Le fascisme passe à l'action directe.

Que fait la classe ouvrière ? rien.

Le fascisme avance à grands pas.

Il faut enrayer sa marche. Jeunes travailleurs, formez l'avant-garde de la lutte physique contre le fascisme. La classe ouvrière doit par tous les moyens lutter contre les adeptes de Franco, préparer la révolution sociale qui devra renverser le capitalisme qui est la graine du fascisme.

Sur le plan local, par tous les moyens, il faut empêcher le fascisme de se manifester, la J.A.C. sera à la pointe du combat pour cette lutte antifasciste.

Le fascisme, c'est l'écrasement du prolétariat.

Contre le fascisme, action directe !

LESAGE.

COMITE D'INITIATIVE

Le C.I. de la région parisienne de la J.A.C. aura lieu le lundi 14 novembre à 20 h. 30 au local : 9, rue de Bondy. Vu l'importance de l'ordre du jour, tous les groupes ou sections y devront être représentés.

Le Secrétaire,

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Colombes JEUDI 10

A 20 h. 30, salle du Chalet du Cycle, boulevard Valmy.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Ringea, Autrere, Brégeot,

Valenton

Salle Poulin, à 20 h. 30, à Pompadour.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Frémont, Gourdin.

Paris XIX JEUDI 17

A 20 h. 30, salle Susset, 186, quai Valmy.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Sébastien Faure, Frémont, Chazot, Barzangette.

Drancy VENDREDI 18

A 20 h. 30, Salle du Clair de Lune, 76, avenue Gallieni, à Drancy.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Frémont, Le Meillour, Gourdin.

Coursevoie SAMEDI 19

A 20 h. 30.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Barzangette, Ringea, Orateurs P.S.O.P. et des J.E.U.N.E.S.

Rueil MARDI 22

Salle Goudard, 152, av. Paul-Doumer, à Rueil-Malmaison.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Ringea, Frémont, Virot.

Argenteuil MERCREDI 23

A 21 h., salle Rodelet, boulevard Héloïse.

LA PAIX N'EST PAS SAUVEE

Orateurs : Frémont, Barzangette.

COMMUNICATIONS DIVERSES

Gagny et environs (S.-O.-O.) — Vendredi 18 novembre 1938 à 20 h. 45, salle du Café de l'Avenir, 87, route de Gournay, réunion publique et contradictoire, organisée par le Groupe d'action pacifiste et social de Gagny avec Aurèle Patorni : « Ce n'est pas notre paix ! ». Invitation à tous les pacifistes de la région.

LES FETES DU PEUPLE

Vendredi 18 novembre 1938, à 14 h. 45, salle Gaveau, 45, rue de la Boëtie, fêté de la Paix avec le concours de : Mme Ruhmann, Mme Rachel Doyen, Mme Denise Sternberg, M. Chastenet, de l'Opéra ; M. André Lodge, de l'Opéra-Comique ; M. Robert Vidalin, Les cheurs de l'Orchestre des Fêtes du Peuple, 200 exécutants. Sous la direction de : Francis Casadesus et Francis Cébron.

Le gérant : FERNAND VINTRIGNE.

Imp. Centrale du Croissant (Sté N° 12), 19, rue du Croissant, Paris-19.

Les buts du syndicalisme

Le syndicalisme révolutionnaire est avant tout le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son émancipation. En affirmant son esprit d'indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques et sectes philosophiques au Congrès d'Amiens, la C.G.T. entendait avant toute chose affirmer la capacité politique du prolétariat.

Instruite par la triste expérience des partis bourgeois républicains et par le millerandisme, la classe ouvrière rompait avec ses adversaires de classe. Elle affirmait que seule, sans l'appui d'aucun parti, sans l'action d'aucun parlementaire, par son action directe sur le terrain qui lui est propre, le terrain du travail, elle avait la force de faire aboutir ses revendications de classe.

Elle affirmait qu'au milieu de ses luttes revendicatives, elle saurait trouver elle-même la voie de sa destinée.

Devant le désordre capitaliste, elle affirmait sa volonté de s'emparer des moyens de production et d'échanges et d'être seule capable d'assurer la vie économique du pays et donner à tous le maximum de bien-être et de liberté, réalisant ainsi la formule de Proudhon, inspirée par les désirs profonds du prolétariat, L'ATELIER REMPLACERA LE GOUVERNEMENT.

POUR BENOIT BROUICHOIX QUI EST MALADE

Les militants qui n'ont pas attendu le Front Populaire pour découvrir le syndicalisme se souviennent de Brouichoux qui fut un des pionniers de la C.G.T. d'avant-guerre et qui milita activement dans la C.G.T.U. avant qu'elle devint l'instrument du P.C., avant de revenir d'ailleurs rapidement à la C.G.T.

Brouichoux fut le type même de ces militants ardents, courageux, énergiques, profondément sincères et désintéressés, auxquels nous devions la vieille C.G.T.

Pour eux le syndicalisme ne conduisait pas au Parlement, mais plus souvent en prison. Brouichoux y fut à maintes reprises.

Nos lecteurs se rappellent aussi la collaboration de Brouichoux au LIBERTAIRE quotidien caractérisée par son talent de journaliste ouvrier si vif et spirituel.

Brouichoux fut profondément affecté il y a quelques années à la suite du meurtre de l'assassinat plutôt, de son fils, Germinal, par les gendarmes à l'occasion d'un banal fait divers. Brouichoux ne s'en est jamais remis. Depuis il est malade, usé par tout un passé de luttes ouvrières. Il est sans ressources. Le journal SYNDICATS a pris l'initiative d'ouvrir une souscription en sa faveur. LE LIBERTAIRE se fait un devoir d'appuyer cet appel.

(Adresser les souscriptions à SYNDICATS.)

DES LA SEMAINE PROCHAINE LE LIBERTAIRE SYNDICALISTE PUBLIERA DES INFORMATIONS DÉTAILLÉES PAR LES DÉBATS DU CONGRÈS

LA CHARTRE D'AMIENS

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la C.G.T.

La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ;

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le Congrès précise sur les points suivants cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. ;

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le Syndicat ;

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entièreté liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le Syndicat les opinions qu'il professe au dehors ;

En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »

Le libertaire syndicaliste

Le prolétariat retrouvera sa capacité de lutte que dans une C.G.T. libre.

Le Congrès ne doit pas se laisser manœuvrer par des dirigeants voulant échapper à leurs responsabilités

Nous voici donc à la veille de ce Congrès, le premier depuis l'unité.

Tous les clairvoyants d'entre nous avaient gardé assez de raison pour résister à l'emballement inconsidéré — et quelque peu naïf — qui s'était emparé de tant de bons syndicalistes, quand, en 1935, les deux congrès décidèrent de siéger symboliquement ensemble. Nous comprenons assez bien l'enthousiasme subit d'hommes qui avaient vu douze ans d'efforts incessants à l'unité et que l'échec de leurs espérances avait plongé dans un morne décuage-

ment.

Tous les syndicalistes, il faut tout de même le dire, étaient réjouis de la reconstitution en France d'un seul syndicalisme. Et si certains avaient mis un peu de discréption dans leur joie, c'est que leur satisfaction restait mitigée d'inquiétude, c'est que l'euphorie dans laquelle s'accomplissait l'union n'était pas assez griseante pour les empêcher d'envisager l'avenir avec sang-froid. En un mot, ces hommes restent troublés lorsqu'ils voyaient l'unité organique se réaliser au lendemain même de leur échec, échec qui avait eu précisément pour cause une scission morale apparemment insurmontable.

Cette réserve était parfaitement justifiée, étant donné les événements qui se sont succédé, en ces deux années de conflit, nous le prouvons. Pour des raisons que nous avons maintes fois développées et sur lesquelles nous ne reviendrons pas, l'unité syndicale organique avait été activement bâtie. Or l'unité organique n'est rien si elle n'a pas été préparée par l'unité unitaire ; ainsi, les dirigeants confédérés et unitaires, ces chefs qui portaient une lourde partie de responsabilité dans l'aggravation de la scission morale, allaient tout à coup se trouver devant une tâche à laquelle rien ne les préparait : refaire un syndicalisme moralement uni, créer enfin — puisque tout dans ce domaine restait à faire — les conditions véritables du syndicalisme nouveau.

Jamais nous ne serons assez durs pour ces hommes bornés ou malhonnêtes qui, depuis deux ans, n'ont cessé de faire la preuve de leur incompréhension, de leur incapacité à s'élever au-dessus de leurs petites querelles, de leurs petites ambitions, de leurs petites idées. Les uns, déshabitués depuis longtemps, de toute action, réagissent depuis des années leur rêve d'adapter le prolétariat à un système économique et social substituant l'« organisation du travail à l'anarchie capitaliste » et à la lutte des classes, pestant en leur for intérieur contre les intrus qui venaient troubler bruyamment leur méditation et... leur digestion ; les

autres, devenus les agents cyniques et brutaux d'une dictature qui entendent faire des classes ouvrières du monde entier les instruments passifs et aveugles de son ambitieuse politique extérieure, entendent dès le début s'assurer les positions stratégiques qui devaient, dans leur esprit, hâter l'asservissement de la classe ouvrière française. Bien rares furent ceux qui se soucieront honnêtement de construire les bases d'une union vraie et durable.

Ces calculs misérables échappaient bien entièrement aux travailleurs. Et si la capacité politique du prolétariat français de 1936 restait d'un niveau inférieur à ce qu'elle avait été avant la guerre — ceci en raison du renouvellement des effectifs, à la suite de la tuerie, par l'adjonction d'éléments relativement arrêtés (ouvriers étrangers, coloniaux, femmes, etc...) — il est normal que l'unité ait décupé, dans le prolétariat, l'espérance de sortir d'une condition que la crise économique avait rendu misérable, et exalte la volonté de faire enfin quelque chose. L'explosion était devenue inévitable. Elle se produisit peu après les élections de mai.

Dans leur grande majorité, les syndicalistes n'ont pas pleinement saisi la portée réelle de cette immense convulsion révolutionnaire. C'est seulement le recul du temps qui nous permet de mieux comprendre que nous avons été au bord de la Révolution Sociale.

Comment les dirigeants syndicaux ont-ils réagi face à cette vague de fond qui faisait trembler le régime capitaliste et ébranlé ses

structures ?

Fernand Pelloutier, le père du syndicalisme français. Les congressistes de Nantes devraient bien se souvenir de ses enseignements.

bases en posant la question même de la propriété ?

Les vieux routiers du réformisme, incapables de comprendre la vie ardente qui bouillonnait au sein du peuple, considèrent avec méfiance et agacement une explosion inattendue qui dérangeait leurs savantes combinaisons et qui, de toutes façons, n'était pas comprise dans l'ordonnancement méticuleux du Plan. Ils avaient cru être venus à bout de la sauvegarde instinctive des grèves anarchiques, et le prolétariat osait démentir avec impertinence et brutalité ces messieurs du syndicalisme poltré et distingué !

Quant aux staliniens, il n'ont vu dans tout ce qu'un moyen de chantage et de pression pour faire accepter au peuple français — et à sa bourgeoisie — la nécessité du Front populaire, c'est-à-dire pour parler en clair, l'alliance franco-russe contre l'Allemagne. De toutes parts, on s'est hâté de liquider le mouvement de Juin, en faisant accepter aux ouvriers des avantages illusoires. Les révolutionnaires de salon et de brasserie, qui avaient fait une carrière enviable en annonçant chaque jour le Grand Soir pour le lendemain, tremblaient maintenant devant le lion populaire éminemment déchaîné !

* * *

Il ne tremblent plus aujourd'hui. Les combats de Juin ont sombré dans les jeux criminelles de la politique. Les gens qui n'ont voulu, ni su créer les conditions d'une union véritable et durable ; qui n'ont ni voulu, ni su comprendre les possibilités immenses du mouvement de Juin, de la Révolution de Juin, vont dans quelques jours proposer leur sinistre bilan d'impuissance, de trahison, de sottises accumulées, aux délégués de la classe ouvrière organisée. Ce congrès devrait être un procès. Ce procès sera-t-il fait ?

Marcel GUENNEC.

Nantes marquera-t-il le premier pas vers le redressement syndical ?

Le Congrès confédéral qui va tenir ses assises à Nantes, dans quelques jours, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Il a, chez des militants qui enregistrent tous les jours la désaffection croissante des ouvriers syndiqués pour les politiciens communistes, suscité l'espérance que le mouvement syndical pourrait retrouver son indépendance et ne serait plus le jeu des provocateurs de guerre. Nous ne berçons pas d'illusions sur l'issue de cette assemblée. Le grand maître-œuvre Jouhaux a préparé, selon son habitude, une cuisine qui sera fort goûtee de ses nouveaux amis staliens, à défaut de l'ensemble des congressistes.

La résolution Vétier-Merle — préte-nom du général en l'occurrence — se présente comme le nègre blanc susceptible d'écartier deux éventualités : la défaite des staliens ou la scission.

Il n'y aura donc, apparemment, pas grande chose de changé dans la centrale ouvrière. Cependant, le Congrès de Nantes présente pour les militants syndicalistes-révolutionnaires et syndicalistes tout court, cet avantage qu'il marquera nettement les positions. Nous n'avons pas l'habitude, ici, de faire à tous propos des pronostics, et il est difficile à qui que ce soit d'en faire sur les débats et sur l'issue du Congrès.

Il est néanmoins fort probable que le bloc Jouhaux - Lacoste-Lauver-Racamard - Frachon-Bouyer, etc., aura du fil à retordre. Il est même permis de dire que la position des staliens dans la C.G.T. a été très sérieusement

menacée si le Congrès s'était tenu quelques mois plus tard.

Le discours qu'a fait Georges Dumoulin au banquet des syndicalistes amis de la paix, la phrase où il indique qu'en son nom personnel il demandera, à Nantes, que la C.G.T. sorte du Rassemblement Populaire, a trouvé un écho considérable dans les assemblées syndicales.

Des interventions telles que celles qui se sont fait jour au Congrès de la Fédération des Travaux publics en sont la démonstration.

La question de l'indépendance absolue du syndicalisme vis-à-vis de tous les partis et de tous les gouvernements sera un point particulièrement important des discussions de Nantes.

D'autre part, les résolutions des syndicats contre la guerre se multiplient. Là encore, la pile du nègre-blanc sera difficilement avalée.

Jouhaux aura besoin de toute son habileté et de toute sa « technique ». Fort heureusement pour lui et ses amis du P.C.F., le système de représentation qu'ils ont inventé, le principe du blocage des syndicats groupant moins de 5.000 membres leur sera d'un précieux secours en permettant d'évincer la majorité partie des syndicats oppositionnels.

Néanmoins, répétons-le, ce Congrès marquera les positions. Même battus, les syndicalistes connaîtront leur force.

S'il ne fait que cela, le Congrès de Nantes permettra au moins aux vrais syndicalistes de s'unir pour assainir leur mouvement.

RINGEAS.

Une lettre ouverte à Charles Laurent

LA SECTION SYNDICALE DES BOUCHES-DU-RHÔNE DES ADJOINTS TECHNIQUES DES PONTS-ET-CHAUSSEES A M. LAURENT, SECRETAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES FONCTIONNAIRES.

Marseille, le 19 octobre 1938.

Monsieur,

Ne vous attendez pas à nous voir gratifié par nous du nom de « camarade ». Depuis longtemps déjà votre attitude nous paraissait suspecte. Mais après les opinions que vous avez exprimées dans La Tribune et celle que d'autres collaborateurs de ce journal y ont développées avec votre assentiment au cours de la période critique que nous venons de traverser, nous vous jugeons tout à fait disqualifiés pour prendre la défense des intérêts des fonctionnaires. Nos intérêts, en effet, n'impliquent pas seulement l'amélioration de notre situation matérielle et des conditions matérielles de notre existence, ils exigent encore que des avantages spécialement acquis par l'effort incessant de nos groupements syndicaux ne soient pas emportés par un cataclysme qui nous voudrait, non seulement la dictature et une redoutable régression sociale, mais entraînerait l'aneantissement de notre civilisation. Or, fidèle à la nouvelle ligne de conduite de la C.G.T., contaminée par des influences communistes, vous vous êtes fait dans La Tribune le porte-parole d'une idéologie belliciste que nous réprouvons énergiquement.

Vous avez l'impertinence de nous traiter de « fils abâtardis des hommes de 1789 ». Passons sur cette interprétation arbitraire de l'histoire que vous inspire votre girondisme cocardier. Sachez en tout cas, Monsieur, que notre esprit n'est pas tellement abâtard, que nous soyons disposés à accepter des affirmations aussi saugrenues que celles d'un de vos acolytes qui prétendaient naguère (numéro du 11 juillet de La Tribune) que nous ne saurions admettre que les armements conduisent fatidiquement à l'inflation et à l'appauvrissement des masses.

Nous n'avons pas oublié les paroles récentes d'un ministre des Finances qui déclarait que tous les excédents budgétaires prévisibles iraient aux armements. Vous prétendez, au contraire, contre tout bon sens, que la révolution de nos traitements est parfaitement conciliable avec cette politique d'inflation et de ruine dont vous nous faites le zèle défenseur.

Nous en avons assez des mauvais bergers de votre espèce. L'intérêt des fonctionnaires demande que leur Fédération soit reconstruite sur de nouvelles bases, qu'il y souffle un nouvel esprit et il exige, comme conditions préalables de cette rénovation, votre démission.

La présente lettre sera communiquée à d'autres organisations et le nécessaire sera fait pour qu'elle soit publiée.

Suivent 22 signatures.

(VOIR EN 5^e PAGE, MOTIONS ET RÉSOLUTIONS À PROPOS DU CONGRÈS)

LES LUTTES SYNDICALES

Les grèves de juin ont démontré la puissance du prolétariat. Par l'occupation des usines, méthode de lutte nouvelle née de l'esprit d'initiative des travailleurs, en quelques mois il réduisit la bourgeoisie à sa volonté. À l'époque de la signature des accords Matignon tout était possible. En quelques jours la classe ouvrière, par son action directe, avait réalisé ce que n'avaient pu faire obtenir soixante-dix ans d'action parlementaire.

Il eût fallu accentuer cette victoire. Donner à la grosse masse de nouveaux adhérents une éducation syndicaliste. En un mot devant l'incurie capitaliste, poser le droit de gestion du prolétariat sur les moyens de production et d'échange. Cela était possible. Mais pour cela, il fallait rompre avec toute formation parlementaire, ne compter que sur la force ouvrière et non sur la volonté de gouvernement.

Tenue par ses attaches, la C.G.T. n'a pas eu cette audace. Elle a céde aux conjonctions de la petite bourgeoisie. Les communistes ont obéi aux ordres du gouvernement russe pour la nécessité de la politique extérieure de Staline. Les métallurgistes, le bâtiment en ont fait les frais. La semaine de 40 heures est sabotée. Ce que la classe ouvrière avait obtenu par son action directe, est repris par l'action parlementaire des élus de Front populaire.

La classe ouvrière sera vaincue si elle ne repasse pas à l'offensive ; pour cela, il faut qu'elle rompe avec tous les partis politiques, que le syndicalisme reconquiert son indépendance. L'avenir du prolétariat en dépend.